

Lettre de David Cameron, premier ministre britannique, à Donald Tusk, président du conseil européen – 10 novembre 2015

Je vous remercie pour votre invitation à vous écrire et énoncer les domaines pour lesquels je propose des réformes afin de répondre aux préoccupations du peuple britannique sur notre adhésion à l'Union Européenne.

Comme vous l'avez dit, le but de cette lettre n'est de décrire les moyens précis, ou des propositions juridiques détaillées, pour concrétiser les réformes attendues. Cela appartient au domaine des négociations, tant il est vrai qu'il peut exister différentes manières d'atteindre le même résultat.

Je vous suis reconnaissant pour les discussions techniques qui ont eu lieu au cours des derniers mois et, comme nous passons à l'étape formelle des négociations, je me réjouis de cette occasion pour expliquer pourquoi ces changements sont nécessaires et comment je crois qu'ils peuvent profiter à tous les États Membres. J'ai également prononcé un discours aujourd'hui pour informer les Britanniques sur le processus de négociation et comment j'ai l'intention de répondre à leurs préoccupations.

J'ai été renforcé, au travers de plusieurs de mes conversations avec mes collègues chefs de Gouvernement au cours des derniers mois, dans l'idée qu'il existe une réelle compréhension des préoccupations que j'ai soulevé et sur le fait que ces réformes pourraient bénéficier de l'Union européenne dans son ensemble. J'ai particulièrement apprécié votre propre soutien personnel dans ce cadre.

L'UE a une longue histoire de respect des différences entre ses nombreux États membres et de travail pour surmonter les défis d'une manière qui fonctionne pour l'ensemble de l'Union. Par exemple, avec les protocoles et autres instruments convenus pour le Danemark et l'Irlande, l'UE a été en mesure d'arriver à un règlement, qui a fonctionné pour chacun de ces pays sans désavantager les autres États membres.

Nos préoccupations se résument à un seul mot : flexibilité. Et c'est dans cet esprit que je soumetts les quatre principales domaines pour lesquels le Royaume-Uni souhaite des réformes.

Proposition de réformes

1. La gouvernance économique

Il y a aujourd'hui en fait deux sortes de Membres de l'UE. Ceux qui sont membres de la zone euro et ceux qui ne le sont pas. Comme énoncé dans le protocole 15, le Royaume-Uni profite d'une clause d'exception permanente de la zone euro. D'autres pays pourront en temps voulu adhérer à l'euro. Mais, pour l'instant, il y a neuf d'entre nous en dehors ; et il est important pour nous tous que la zone euro réussisse.

Si nous ne voulons pas faire obstacle à des mesures que les pays de la zone euro décideraient de prendre pour assurer l'avenir à long terme de leur monnaie, nous voulons nous assurer que ces changements respectent l'intégrité du marché unique et les intérêts légitimes des pays non membres de la zone euro.

Je suis convaincu que nous pouvons parvenir à un accord qui fonctionne pour tout le monde. La Grande-Bretagne ne cherche pas une nouvelle clause d'exception pour le Royaume-Uni dans ce domaine - nous avons déjà celle pour la monnaie unique dont nous avons besoin. Nous ne cherchons pas plus un droit de veto sur ce qui se fait dans la zone euro. Ce que nous cherchons ce sont principes juridiques qui garantissent le fonctionnement de l'Union pour les 28 membres liant les États - et un mécanisme de sauvegarde pour garantir que ces principes soient respectés et appliqués.

Ces principes devraient reconnaître que :

- L'UE a plus qu'une monnaie ;
- il ne peut y avoir de discrimination et désavantage économique sur la base de la monnaie

de chaque pays ;

- l'intégrité du marché unique doit être protégée ;
- Tout changement qui serait décidé par l'eurozone, comme la création d'une union bancaire doit s'appliquer sur la base du volontariat pour les Etats non membres de la zone euro, en aucun cas obligatoire ;
- les contribuables des pays non membres de la zone euro ne devront jamais être financièrement solidaires pour des opérations de soutiens à l'eurozone et à sa monnaie ;
- tout comme la stabilité et la surveillance financière est devenue une compétence clé pour les institutions de la zone euro comme la BCE, la stabilité et la surveillance financière doit être une compétence clé pour les institutions nationales comme la Banque d'Angleterre pour les pays non membres de l'euro.
- toutes les questions qui touchent tous les Etats membres doivent être discutées et décidées par tous les Etats membres

2. Compétitivité

Les peuples de l'Europe veulent une Union européenne pour aider à générer la croissance et l'emploi. Le Royaume-Uni a toujours été un champion de rendre l'Europe plus compétitive.

Premièrement, je veux mettre fin à l'obligation de la Grande-Bretagne à travailler à une «union sans cesse plus étroite» énoncée dans le traité. Il est très important de préciser que cet engagement ne sera plus applicable au Royaume-Uni. Je veux faire cela d'une manière formelle, juridiquement contraignant et irréversible.

Deuxièmement, alors que le Parlement européen joue un rôle important, je tiens à renforcer le rôle des parlements nationaux, agissant de concert, et leur donner la possibilité d'arrêter des propositions législatives non désirées. Le seuil précis des parlements nationaux requis sera une question de la négociation.

Troisièmement, je veux voir les engagements de l'UE à la subsidiarité pleinement mis en œuvre, avec des propositions claires pour y parvenir. Comme le disent les Néerlandais, l'ambition doit être « l'Europe lorsque c'est nécessaire, la Nation lorsque c'est possible ».

En outre, le Royaume-Uni aura besoin de la confirmation que les institutions de l'UE respectent pleinement le but derrière les protocoles JAI concernant la justice et les questions des affaires intérieures, notamment pour préserver la capacité du Royaume-Uni à choisir de participer (ou non). La sécurité nationale est - et doit rester - la seule responsabilité des États membres, tout en reconnaissant les avantages de travailler ensemble sur des questions qui affectent notre sécurité à tous.

4. Immigration

Le Royaume-Uni croit en une économie ouverte. Mais nous devons être en mesure de faire face à toutes les pressions que la libre circulation peut porter - sur nos écoles, nos hôpitaux et nos services publics. À l'heure actuelle, les pressions sont trop grandes.

Le Royaume-Uni est en première ligne en termes d'échelle et de vitesse. Contrairement à certains autres États membres, la population de la Grande-Bretagne est toujours en expansion. Notre population devrait atteindre plus de 70 millions dans les prochaines décennies et nous devrions devenir le pays le plus peuplé de l'UE d'ici à 2050. Dans le même temps, notre solde migratoire est actuellement à plus de 300.000 par an. Cela n'est pas soutenable. Nous avons pris beaucoup de mesures pour contrôler l'immigration extérieure à l'UE. Mais nous devons être en mesure d'exercer un plus grand contrôle sur les arrivées en provenance de l'UE aussi.

La Grande-Bretagne a toujours été une nation ouverte aux échanges, et nous ne voulons pas changer cela. Mais nous ne voulons trouver des accords permettant à un État membre, comme le Royaume-Uni, de restaurer une certaine équité dans notre système d'immigration et à réduire le niveau très haut des flux de l'intérieur de l'UE vers le Royaume-Uni. Celles-ci ont été imprévues et sont largement supérieures aux prévisions - beaucoup plus que tout ce que les pères fondateurs de l'UE avaient jamais envisagé. Ces flux très importants de population ont, bien sûr, également

eu un impact significatif sur un certain nombre d'Etats membres, dont beaucoup des citoyens les plus hautement qualifiés ont quitté en masse. Donc, cela est un défi partagé.

Nous devons nous assurer que lorsque de nouveaux pays seront admis dans l'UE à l'avenir, la libre circulation ne sera pas applicable à ces nouveaux membres jusqu'à ce que leurs économies aient convergé beaucoup plus étroitement avec les États membres actuels.

Nous avons également besoin de sévir contre l'abus de la libre circulation, une question sur laquelle j'ai trouvé un large soutien dans mes discussions avec mes collègues. Cela inclut des interdictions de rentrée plus sévères et plus longues pour les fraudeurs et les gens qui sont de connivence dans les mariages fictifs. Cela signifie aborder le fait qu'il est plus facile pour un citoyen de l'UE d'emmener un conjoint non-européen en Grande-Bretagne que pour un citoyen britannique à faire de même. Cela signifie des pouvoirs renforcés pour expulser les criminels et arrêter de les faire revenir, ainsi que d'empêcher l'entrée en premier lieu. Et cela signifie aborder les arrêts de la CJCE qui ont élargi le champ d'application de la libre circulation d'une manière qui a rendu plus difficile de lutter contre ce genre d'abus.

Mais nous devons aller plus loin pour réduire les flux entrants. Comme je l'ai dit plus haut, nous pouvons réduire le flux de personnes en provenance de de l'UE en réduisant l'appel d'air que notre système de protection sociale peut exercer à travers l'Europe. Donc, nous avons proposé que les gens qui viennent en Grande-Bretagne depuis l'UE doivent vivre ici et contribuer pendant quatre ans avant de bénéficier des avantages liés au travail ou au logement social. Et que nous mettrions fin à la pratique de l'envoi de prestations pour enfants à l'étranger.

Je comprends à quel point certaines de ces questions sont difficiles pour les autres Etats membres et je suis impatient de discuter plus avant de ces propositions afin que nous puissions trouver une solution qui règle ces problèmes.

Prochaines étapes

Comme convenu, les détails des réformes dans chaque domaine relèvent de la négociation elle-même. Mais j'espère que cette lettre peut fournir une base claire pour parvenir à un accord qui aurait, bien sûr, besoin d'être juridiquement contraignant et irréversible - et le cas échéant avoir vigueur dans les traités .

Je suis impatient de débattre sur le fond au Conseil européen de décembre. Il reste peut viser à conclure un accord à la première occasion, mais la priorité est d'obtenir le droit de substance. [????!]

Je crois que la réforme dans ces domaines répondrait aux préoccupations du Royaume-Uni et de fournirait un ressourcement durable pour notre adhésion à l'UE. En outre, je crois que cette réforme est à la fois raisonnable et dans l'intérêt général de l'UE dans son ensemble.

Le Royaume-Uni est la deuxième plus grande économie de l'UE, la cinquième plus forte dans le monde. Nous apportons une contribution énorme - politique, économique , financier - à l'UE. Si nous sommes en mesure de parvenir à un accord, cela démontrera au monde que, parmi les nombreuses questions les plus difficiles à laquelle elle est confrontée, l'UE est suffisamment souple pour tenir compte des préoccupations de ses membres.

J'espère et je crois qu'ensemble, nous pouvons parvenir à un accord sur chacun de ces quatre domaines Si nous le pouvons, je suis prêt à faire campagne de tout mon cœur et de toute mon âme pour garder la Grande-Bretagne dans une UE réformée qui continue à améliorer la prospérité et la sécurité de tous ses Etats membres .

Je suis impatient de discuter avec vous et mes collègues davantage dans les semaines à venir.

Je copie de cette lettre au président de la Commission européenne, au président du Parlement européen ainsi qu'à tous les chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil européen.